



(c) Loïc Salmon

# Europe : défense future, la dimension militaire

Parallèlement aux menaces cyber, hybride et terroriste islamiste, les dépenses militaires s'accroissent dans le monde. La Chine et la Russie contestent la suprématie de l'Occident dans un nouveau rapport de forces.

Cette question a fait l'objet d'un colloque organisé, le 8 novembre 2019 à Paris, par la Fondation Robert Schuman et l'association Eurodéfense-France. Y sont notamment intervenus : le général (2S) Henri Bentégeat, ancien chef d'Etat-major des armées (2002-2006) et ex-président du comité militaire de l'Union européenne (2006-2009) ; le général (2S) Jean-Paul Perruche, ex-directeur général de l'état-major militaire de l'Union européenne ; Pierre Delsaux, directeur général adjoint à la Commission européenne pour le marché intérieur, l'industrie, l'entrepreneuriat et les petites et moyennes entreprises ; Françoise Grossetête, ex-

députée européenne (1994-2019) et rapporteur du règlement sur le Fonds européen de défense ; l'ambassadeur de France Alain Le Roy, ex-secrétaire général exécutif du Service européen pour l'action extérieure (2015-2016).

**Vulnérabilités.** Le recul du multilatéralisme met en échec la gouvernance mondiale, estime le général Bentégeat. Le retour du nationalisme, en Russie, aux Etats-Unis, en Chine et peut-être en Grande-Bretagne, va de pair avec la résurgence du radicalisme qui exerce un impact sur l'Union européenne (UE) depuis cinq ans. La montée en puissance du militarisme suit l'augmentation des dépenses de défense, sauf en Europe à peu de choses près. L'accès au numérique et à l'espace accroît la montée en puissance militaire. Le réchauffement climatique et le déséquilibre démographique augmentent l'instabilité. La dissuasion nucléaire, facteur stabilisateur depuis 1949, se trouve remise en cause dans les opinions publiques depuis que le Traité d'interdiction des essais nucléaires a été signé par 120 Etats. L'UE accumule les vulnérabilités : « Brexit » britannique et irrédentismes régionaux (Catalogne) ; dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie et du Moyen-Orient ; dépendance technologique vis-à-vis des Etats-Unis et demain de la Chine ; « eldorado » pour les migrants africains. Selon un sondage réalisé sur la menace dans l'UE en 2015, 11 Etats de l'Est nomment la Russie et 13 du Centre et du Sud le terrorisme islamiste et le Sud de la Méditerranée. Une reprise de la guerre civile dans les Balkans et l'impact d'un conflit régional extérieur sur les approvisionnements et la soumission à des chantages apparaissent probables. Toutefois, une agression extérieure serait précédée par des cyberattaques au sein de l'UE et par la neutralisation des systèmes satellitaires. Ces deux menaces structurelles sont déjà à l'œuvre en Ukraine et au Moyen-Orient. La constante restera la « surprise », dans l'évolution sociale ou des actes analogues aux attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis. Selon le général Bentégeat, il s'agit donc de s'y préparer par l'agilité intellectuelle et de développer des capacités qui n'existent pas dans l'UE ni dans l'OTAN. Une agression sur un Etat membre aura une influence sur les autres et aucun ne pourra y résister seul. Enfin, malgré le « Brexit », la Grande-Bretagne et l'UE devront rester des partenaires majeurs.

**Recherche et développement.** Selon Pierre Delsaux, la Commission européenne et le Service européen pour l'action extérieure ont adopté un plan d'action en deux volets pour contrer la « cybermenace » : coopération pour mieux détecter une attaque ; redondance des mécanismes de fourniture d'énergie ou de moyens

de transport au pays attaqué, par d'autres Etats membres. Il existe déjà un plan d'action au niveau OTAN contre les menaces cyber et dans l'espace. Ainsi, 10 % de l'économie française dépendent de satellites à protéger. Ces derniers sont surveillés par des satellites lancés par les Etats-Unis, l'Inde, la Chine et le Japon. Leur protection dépend des informations fournies, ou non, par les Etats-Unis. La capacité satellitaire européenne a donc été développée. Le système de positionnement Galileo, plus précis que le GPS américain, donne une autonomie stratégique pour les opérations militaires. Le programme d'observation de la terre Copernicus permet de surveiller les frontières et la Méditerranée. Les satellites sont mis sur orbite par des lanceurs européens ou russes en cas d'indisponibilité. Par ailleurs, la fragmentation de son industrie de défense (*voir encadré*) fait perdre 25 Md\$/an à l'UE. Le Fonds européen de la défense (FED) a alors été mis sur pied pour financer des projets collectifs, développer des capacités nouvelles et orienter les recherches, dont les priorités seront définies par les Etats membres. Pour 2020, le FED a lancé 9 appels d'offres qui ont reçu une quarantaine de réponses de groupements d'entreprises. En 2021, il va proposer 13 Md€ sur 7 ans pour développer les technologies de « rupture », indispensables à l'avenir. La participation de pays tiers, par l'intermédiaire de leurs filiales européennes, n'est pas encore décidée. Des entreprises américaines tentent ainsi de bénéficier du financement du FED pour leurs propres recherches, de quoi mettre à mal l'autonomie de la stratégie européenne, souligne Françoise Grossetête.

**Alliances.** Après la seconde guerre mondiale, une nouvelle menace apparaît à l'Est de l'Europe, car l'URSS n'a pas démobilisé ses troupes, rappelle le général Perruche. La création de l'Union de l'Europe occidentale estimée insuffisante pour résister à une invasion, le recours aux Etats-Unis et donc à l'OTAN devient indispensable. La disparition de cette menace en 1991 conduit à l'adaptation sécuritaire de l'OTAN, qui sera déployée au Kosovo (1998-1999) et en Afghanistan (2001-2014). Parallèlement, par le traité de Maastricht (1992) l'UE instaure une « Politique étrangère et de sécurité commune », qui sera révisée en « Politique de sécurité et de défense commune » par ceux de Nice (2001) et de Lisbonne (2009). Ainsi, l'UE pourrait prendre le relais de l'OTAN en cas de crise à proximité du territoire d'un Etat membre. Toutefois, seules la France et la Grande-Bretagne se montrent capables d'intervenir sur un théâtre d'opération. Les difficultés pour définir les capacités et les volumes nécessaires des armées des Etats membres, pour un engagement à un niveau supra national, impliquent alors le recours à

l'OTAN comme pendant la guerre froide (1947-1991). Mais, la garantie sécuritaire des Etats-Unis devient incertaine en 2019, après l'annonce par Washington de l'abandon de ses alliés kurdes au Moyen-Orient.

## **Loïc Salmon**

*Selon l'ambassadeur Le Roy, sur un total mondial de dépenses militaires de 1.800 Md\$ en 2018, la part des Etats-Unis atteint 650 Md\$, contre 340 Md\$ pour l'Union européenne (UE), 250 Md\$ pour la Chine, 61 Md\$ pour la Russie et 64 Md\$ pour la France. L'UE dispose de 12,5 millions de soldats, 10.000 chars et 2.500 avions, mais n'en déploie que 3 % hors de ses frontières. Elle utilise 17 types de chars, 19 types de frégates et 20 types d'hélicoptères de transport. Elle consacre 10 Md\$ pour l'aide aux réfugiés syriens. Quoique considérée comme un « bouc émissaire facile » par certains Etats membres, l'UE, donne l'impression de fonctionner, estime l'ambassadeur.*

[Europe : défense future, la dimension géopolitique](#)

[Défense : montée en puissance de l'Initiative européenne d'intervention](#)

[Europe : une défense commune par des réalisations progressives et protéiformes](#)